

**M. Green:** Après quoi il a eu cette observation extraordinaire: "l'ère des surhommes, en Europe, tire à sa fin." Sans doute, selon lui, tous les surhommes se trouvent dans le gouvernement du Canada. S'ils n'y sont pas tous, c'est sans doute qu'il croit qu'ils sont dans le gouvernement américain. Le président du Conseil français et le premier ministre Eden de Grande-Bretagne ne prétendent pas être des surhommes, que je sache. J'ai été stupéfait d'entendre le premier ministre du Canada formuler cet après-midi des remarques aussi injurieuses. Ces Anglais et ces Français font tout simplement de leur mieux pour leur pays; ils tâchent de donner une bonne direction. Je suppose que le premier ministre du Canada, tel un surhomme, adopte un ton méprisant à l'égard de sir Winston Churchill et qu'il fait porter sur lui aussi les observations désobligeantes et mordantes qu'il a formulées cet après-midi. Toute son attitude, cet après-midi, respirait la ran-cœur.

**L'hon. M. Pickersgill:** Il y en a un en ce moment qui fait preuve de tout cela.

**M. Green:** L'oncle Louis, cajoleur des petits enfants, était disparu; quelle suffisance, quel pharisaïsme, quelle hypocrisie!

Que faisait donc le Canada plus tôt cette année, quand cette question était sur le point d'éclater? Le présent Gouvernement se lavait les mains de toute l'affaire. Voici que de jeunes Canadiens doivent aller au Moyen-Orient où ils auront peut-être à livrer combat aux soldats de Grande-Bretagne et de France. Voilà ce qui peut arriver dans un prochain avenir et cependant, au printemps et à l'été, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le premier ministre estimaient que Suez était bien loin du Canada et ne l'intéressait pas. Ils n'ont rien fait pour essayer de résoudre le problème. Pendant ce temps, le président Nasser se vantait ouvertement qu'il allait détruire Israël et chasser le Royaume-Uni et la France du Moyen-Orient.

Il fomentait des troubles en Afrique du Nord au détriment des Français. Le gouvernement canadien ne s'en souciait guère.

Puis, il s'est emparé du canal, auquel il n'avait aucun droit. Cet acte constituait une violation directe et violente du traité. C'est alors que le Royaume-Uni et la France ont amené leurs troupes dans la région méditerranéenne. Le gouvernement canadien le savait; le monde entier le savait. Ces deux

pays ont dû agir pour sauver leur propre existence. Qu'a fait le Canada? J'ai en main une nouvelle du 28 juillet intitulée: Le Canada ne prévoit aucune mesure intéressant le canal de Suez. Puis elle se poursuit en ces termes:

Le Canada ne formule aucune protestation à propos de la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte, a déclaré au *Journal M. Pearson*, ministre des Affaires extérieures.

La question a été évoquée à la Chambre le 30 juillet par le chef de l'opposition. Il a posé au premier ministre la question suivante:

Étant donné les événements de la fin de semaine, le Gouvernement a-t-il songé à l'opportunité de soumettre une protestation officielle à l'Égypte afin d'indiquer quelle est l'attitude du gouvernement du Canada à l'égard des événements qui ont eu lieu là-bas, non pas simplement pour prendre acte de ces événements, mais pour exposer directement le point de vue du gouvernement canadien?

Et voici, telle qu'elle figure à la page 6887 du *hansard*, la réponse de ce premier ministre qui est aujourd'hui tellement indigné. Voici ce qu'il a répondu alors:

Évidemment, la question a été étudiée, mais nous n'avons pas encore décidé de soumettre de protestation officielle.

Je ne crois pas qu'une protestation formelle ait été jamais soumise. Les États-Unis ont pris la même attitude à l'époque. J'ai sous la main le texte d'une déclaration de M. Wilson, secrétaire à la Défense. On a rapporté le 8 août:

M. Wilson, secrétaire à la Défense, a déclaré aujourd'hui que la situation à Suez est une chose "relativement peu importante".

L'article ajoute:

A un autre moment, un journaliste a demandé à M. Wilson s'il considérait la crise de Suez comme une question d'importance secondaire. Il a répondu: "Vous l'avez bien décrite".

C'est le Canada et les États-Unis qui, il y a quelques mois à peine, ont absolument négligé de prendre position pour chercher à élucider la situation régnant alors à Suez.

**Des voix:** Dix heures.

**M. Green:** Je propose le renvoi de la suite du débat.

(Sur la motion de M. Green, la suite du débat est renvoyée à une séance ultérieure.)

#### TRAVAUX DE LA CHAMBRE

**L'hon. M. Harris:** Monsieur l'Orateur, demain nous poursuivrons le débat.

(A dix heures, la séance est levée d'office, en conformité du Règlement.)